



COMMISSION DE  
L'OCÉAN INDIEN

*Du 26 mai au 1<sup>er</sup> juin 2020*

*Les articles contenus dans ce document n'engagent que les auteurs et les sources dont ils émanent. Ils ne reflètent en aucun cas une position officielle de la COI.*

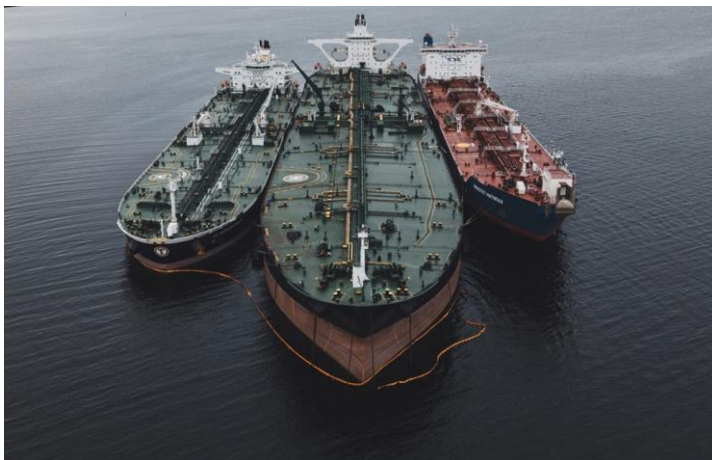
## 1. COI et ses projets

<b>1.1 Sécurité maritime.....</b>	<b>2</b>
- Maritime security is about ports, too	
<b>1.2 Connectivité numérique.....</b>	<b>4</b>
- Câble METISS, le bateau va commencer la pose	
<b>1.3 Santé.....</b>	<b>5</b>
- Avec One Health, associer santé humaine, animale et environnementale contre les pandémies	

## 2. Centres d'Intérêts

<b>2.1 Economie.....</b>	<b>8</b>
- Relance post-crise-Ntsay annonce deux plans multisectoriels	
- Coronavirus : l'AFD annonce un milliard d'euros pour aider les collectivités et les banques	
<b>2.2 Environnement.....</b>	<b>9</b>
- Les gabegies et la corruption dans la gestion des ressources naturelles dénoncées	
<b>2.3 Biodiversité.....</b>	<b>10</b>
- 2 of Seychelles' islands found to be crucial habitat for endangered coral reef fish	

## Maritime security is about ports, too



[Jessica Larsen](#),

**When it comes to the Indian Ocean, maritime crime and security has long been a central subject of attention.**

by **Dr. Jessica Larsen, PhD**[\[i\]](#)

While corona has closed down vast parts of social life, production and borders in most countries, ports and shipping are some of the only functions that have kept going. Even during lockdown, people need food and goods.

With shipping unfortunately comes maritime crime, corona crisis or not. *Inter alia*, smuggling in the Indian Ocean[\[ii\]](#) and piracy incidents in the Gulf of Guinea[\[iii\]](#) are just some of the illegal activities that have been reported during lockdown.

When it comes to the Indian Ocean, maritime crime and security has long been a central subject of attention. Be it counter-terrorism operations in the north, or counter-piracy in the east off the coast of Somalia, the international community and regional states have addressed various threats to shipping through elaborate law enforcement activities.

While these efforts are important to suppress maritime crime and ensure the freedom of navigation, their efforts are limited to the sea. This neglects how illicit activities at sea are realised: smuggling, piracy and other types of maritime crime are, of course, organised, launched and supported from land. If such criminal enterprises are dependent upon coastal support, ports can play a central role in their suppression and prevention. Port authorities, operators and the shipping industry are valuable in this regard and could be drawn more closely into the maritime security architecture in the Indian Ocean than is the case today.

### **The role of ports in maritime crime**

With 90% of all trade moving by sea, ports are important logistical nodes in international trade and transportation.[\[iv\]](#) In the Indian Ocean, there is currently increasing attention to ports. China, the United Arab Emirates and

other Gulf states are constructing and expanding deepwater ports to create new, bigger and better terminals that are able cater to international trade.<sup>[v]</sup> This is the case in for instance Sri Lanka and Pakistan as well as Djibouti, Somalia, Somaliland, Puntland and Sudan.

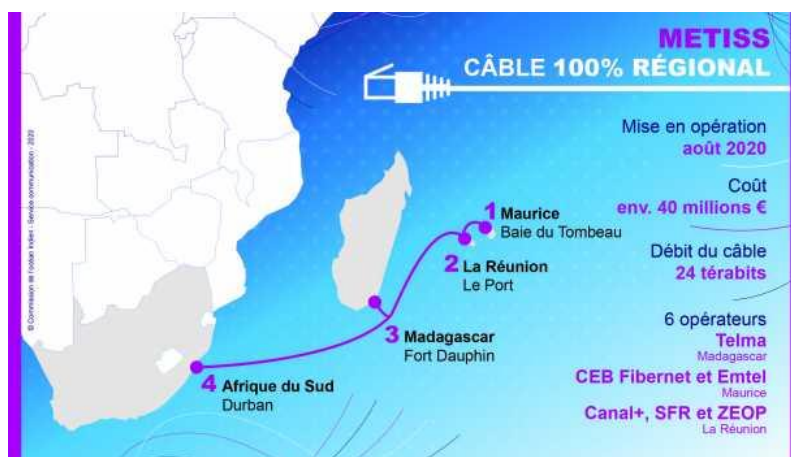


While ports can bring economic growth to the greater region, they can also serve the logistics of licit and illicit enterprises alike. On the one hand, it is known that if ports lack proper training, technology, inspection procedures or suffer from corruption, this can be used to avoid import/export controls to bring illicit goods from the sea into port 'unnoticed', or ship them out to sea. On the other hand, ports have a role in preventing and combatting crime. Proper governance structures and implementing standards to carry out inspection can counter port-based criminal activities – before they reach the sea. And on-the-ground knowledge and awareness can help identify irregularities.

From the perspective of maritime security, ports are therefore both part of a greater problem and part of the solution. And action is needed regarding the latter. Approximately 500 million containers are shipped globally every year, yet only two percent of them are inspected.<sup>[vi]</sup> This gap is likely to grow with port capacity increasing in the region, as new port facilities are created in the Indian Ocean, and existing ones become better equipped to handle shipping flows. It leaves a potentially rewarding opportunity for criminal groups to conduct illicit business activities, such as smuggling contraband or weapons, the proceeds of which are used to strengthening transnational criminal networks, thus further destabilising the security situation at sea.

[Suite](#)

## Câble METISS, le bateau va commencer la pose PAR [JACQUES ROMBI](#)



Source illustration : COI

D'après une source proche du dossier à la COI : "Le bateau câblé est arrivé dans la région. Il va débuter les opérations d'installation du câble début juin à Madagascar puis rejoindra Maurice et La Réunion. Il est prévu que la pose soit complétée d'ici le mois d'août pour une mise en opération au dernier trimestre 2020.

"Rappelons que six opérateurs privés\* ont signé un accord de construction et de gestion d'un nouveau câble à très haut débit en 2017. Ce câble nommé METISS (MElting poT Indianoceanic Submarine System) se distingue des autres car il fédère des opérateurs souvent concurrents. Cette infrastructure ouverte et partagée offre de nouvelles alternatives aux fournisseurs d'accès internet en toute indépendance.

METISS est un câble qui augmentera significativement la connectivité régionale : on parle ici d'une capacité de 24 Terabits comparativement à 0,8 Terabit pour les câbles actuels SAFE et 1,3 Terabit pour LION2 ! L'investissement total est d'environ 40 millions € totalement engagé par les membres du consortium qui ont décidé de réaliser leur projet sans aucun appui de l'aide publique au développement. Raj Mohabeer, chargé de mission à la COI et cheville ouvrière de ce projet nous donnera plus de détails, en exclusivité dans notre édition du mois de juin.

## **Avec One Health, associer santé humaine, animale et environnementale contre les pandémies**

Une nouvelle approche des politiques de santé s'attache à mieux tenir compte des liens et interdépendances entre santé humaine, santé animale et santé des écosystèmes... Une seule santé. L'Agence française de développement soutient plusieurs projets dans ce sens.

### **Réseau régional de surveillance**

L'AFD a par exemple soutenu la création en 2009 d'un réseau de surveillance épidémiologique et de gestion des alertes coordonné par la [Commission de l'océan Indien](#) dans cinq pays : [l'Union des Comores](#), la France, [Madagascar](#), [Maurice](#) et les Seychelles. En 2013, ce groupe s'est doté d'un volet sur la santé animale, en lien avec le réseau régional de surveillance en santé animale piloté par le Centre de coopération internationale en recherche agronomique pour le développement ([Cirad](#)).

« Nous appuyons une équipe d'épidémiologistes dans le recueil et le partage de données de terrain. Lors d'une alerte en santé humaine et animale, des prélèvements sont effectués et une enquête est menée afin d'obtenir une information précise sur des signaux faibles dans les plus brefs délais », détaille Patrick Dauby, chef de projet à la division Santé de l'AFD.

En 2016, aux Comores, les services vétérinaires ont par exemple enquêté sur un cas de transmission de fièvre de la vallée du Rift d'un animal à un homme. En remontant la filière, les experts se sont aperçus que les animaux d'élevage importés aux Comores ne faisaient pas systématiquement l'objet de contrôles sanitaires. [Suite de l'article](#)

## Relance post-crise – Ntsay annonce deux plans multisectoriels

© 30 mai 2020 👤 Harilaina Rakotobe 👁 121 Vues 📖 3 minute(s) pour lire



Le débat est clos, le plan de mitigation intègre le plan multisectoriel d'urgence.

**Christian Ntsay explique pourquoi l'État a décidé d'élaborer des plans pour faire face aux conséquences socio-économiques de la pandémie du coronavirus.**

Face aux députés, avant-hier, le locataire de Mahazoarivo a annoncé que deux plans sont en gestation. Il s'agit « d'un plan d'urgence multisectoriel et d'un plan de relance multisectoriel ». Le plan d'urgence, notamment, devrait être soumis à l'aval du conseil des ministres « bientôt », à entendre les propos du chef du gouvernement. Dans sa prise de parole, le Premier ministre balaie d'un revers les débats sur le plan de mitigation.

Selon Christian Ntsay, le plan de mitigation n'existe pas. Ce sujet qui se chuchote depuis plusieurs jours et qui attise la curiosité des acteurs économiques et politiques ne serait donc, qu'une chimère. Mettant l'accent sur les deux plans qu'il a annoncé hier, le Premier ministre affirme alors, « c'est la voie que nous allons suivre pour nous relever de la crise. Il n'y a pas de plan de mitigation ».

Le locataire de Mahazoarivo n'est, toutefois, pas entré dans les détails du plan, jeudi. L'ordre du jour était la présentation de son rapport d'activité, entre autres. L'accrochage entre des ministres et les députés ont, par ailleurs, bouleversé le programme de départ qui prévoyait que les élus puissent poser des questions à l'issue de l'intervention des membres du gouvernement.

**[Suite](#)**

## Coronavirus : l'AFD annonce un milliard d'euros pour aider les collectivités et les banques

### Accélération des décaissements, de l'instruction des demandes de prêt et des prêts d'urgence d'aide à l'investissement sur 20 ans à remboursement différé

Un communiqué diffusé hier par l'Agence française de développement annonce un accord entre cette banque et le ministère des Outre-mers. L'AFD s'engage à mettre à disposition un milliard d'euros pour soutenir la réponse face au coronavirus des départements et collectivités d'outre-mer. Voici des extraits de ce communiqué.



Avec près de 750 millions d'euros d'encours (publics et privés), l'AFD est le premier bailleur des établissements publics de santé ultramarins.

« Paris, le 25 mai 2020 – Mme Annick Girardin, Ministre des Outre-Mer, et M. Rémy Rioux, Directeur général de l'Agence française de développement (AFD), ont lancé l'initiative « Outre-mer en commun » dotée d'un montant de 1 milliard d'euros. Dédiée au soutien des collectivités locales et des entreprises ultramarines, elle est une réponse à la crise sanitaire mais aussi à son impact économique et s'inscrit dans une optique de relance trajectoire outre-mer 5.0 des territoires.

### Une initiative en réponse à l'urgence sanitaire :

L'AFD vient renforcer les réseaux de surveillance et de réponse à l'épidémie à l'échelon régional et apporter un appui rapide aux systèmes de santé ultramarins, avec plusieurs outils :

- L'AFD renforce son appui aux réseaux régionaux de surveillance épidémiologique (comme le complément de 2 millions d'euros en dons accordé en avril au Réseau de Surveillance et d'investigation épidémiologique de l'Océan indien) ; L'AFD, partenaire financier traditionnel des hôpitaux ultramarins, entend contribuer au plan de réforme et de relance des investissements annoncé par le Gouvernement. Avec près de 750 millions d'euros d'encours (publics et privés), l'AFD est le premier bailleur des établissements publics de santé ultramarins. Forte de cette position et de sa connaissance du terrain, l'AFD poursuit sa mobilisation en faveur des acteurs de la santé locale.



## **Une mobilisation pour soutenir le tissu économique :**

L'AFD s'engage à aider les acteurs publics et privés pour faire face aux conséquences économiques et financières de la crise.

- L'AFD examine avec bienveillance les demandes de report d'échéances de 6 mois de ses prêts aux collectivités locales et aux entreprises, qui porteront au minimum sur plusieurs dizaines de millions d'euros ;
- Elle accélère, par ailleurs, ses décaissements pour les financements en place (à hauteur de 250 millions d'euros) ;
- Elle accélère également les instructions de prêts budgétaires annuels des grandes collectivités, ce qui pourrait concerner au minimum un encours de 250 millions d'euros ;
- L'AFD met en place des prêts d'urgence d'aide à l'investissement sur 20 ans pour les collectivités ultramarines, avec 3 ans de différé et des modalités de déblocage accélérées (40% dès la signature), à partir des projets retenus dans les contrats collectivités-Etat ;
- Elle étudie l'opportunité, à la demande du Gouvernement, d'accorder des lignes de refinancement pour les banques locales des outre-mer, comme elle a pu le faire après la crise financière de 2008 ;
- Elle expérimentera, à Mayotte, dès le second semestre 2020, un dispositif de prêt de préfinancement du FCTVA pour les communes leur permettant d'amorcer plus facilement leurs projets d'investissement, avec le soutien financier du Ministère des Outre-mer. Une extension aux autres départements et régions d'outre-mer sera envisagée en 2021 si les résultats de l'expérimentation mahoraise sont concluants ;
- Elle accélèrera l'instruction d'une ligne de crédit à l'Association pour le droit à l'initiative économique (ADIE) pour renforcer ses capacités de microcrédit en appui aux TPE ultramarines les plus fragiles.

S'agissant plus spécifiquement de la zone Pacifique, l'AFD vient d'accorder, à la demande et avec la garantie de l'Etat, un prêt amortissable d'un montant de 240 millions d'euros à la Collectivité de la Nouvelle-Calédonie pour faire face au besoin de trésorerie urgent. L'Agence étudie également, en étroite concertation avec l'Etat, les moyens d'appui à apporter au gouvernement de la Polynésie française au regard des impacts économiques et financiers de la crise.

## **Les gabegies et la corruption dans la gestion des ressources naturelles dénoncées**

[Mandimbisoa R.](#)

**Ensemble, main dans la main, Transparency international initiative Madagascar (TI-IM) et la Coalition nationale de plaidoyer environnemental (CNPE) mènent un combat pour dénoncer les gabegies et corruption en matière de gestion des ressources naturelles. La signature d'une convention allant dans ce sens entre les deux parties a eu lieu à Ampahibe vendredi.**

« Les efforts conjoints se concentreront sur l'échange d'expertise et d'informations ainsi que le soutien mutuel dans la conduite des recherches liées à la corruption et des actions de plaidoyer dans le secteur des ressources naturelles », indique TI-IM.

Pour les deux organismes, la corruption gangrène presque tous les secteurs, mais surtout les ressources naturelles. Mines, forêts, ressources halieutiques, faunes, aires protégées font notamment l'objet de trafic en tous genres et de corruption de grande envergure. D'autant plus que ces ressources sont exploitées de manière sauvage, par des individus peu scrupuleux qui se cachent souvent derrière des protections politiques.

Pour rappel, la CNPE regroupe 52 organisations de la société civile qui oeuvrent particulièrement dans le secteur de l'environnement. Elle a notamment pour mission de formuler et de mener des plaidoyers et d'agir en catalyseur de changement afin d'assurer la bonne gouvernance et la bonne gestion des ressources naturelles dans le pays.

## 2 of Seychelles' islands found to be crucial habitat for endangered coral reef fish

By: [Daniel Laurence](#) Edited by: [Betymie Bonnelame](#)



Sleeping humphead wrasse on the coral reef at D'Arros Island. (Ryan Daly/Save Our Seas Foundation)

([Seychelles News Agency](#)) - Two islands of Seychelles recently designated as marine protected areas will be crucial habitats to an endangered and ecologically important coral reef fish, a new study found.

Results from a study by scientists from the **Save Our Seas Foundation** indicate that the areas around D'Arros and St Joseph announced as marine protected areas in March will directly benefit the humphead wrasse species.

Ryan Daly, who led the study published in the academic journal *Endangered Species Research* on May 14, said, "Humphead wrasse populations globally are in decline, yet are important for tourism, fisheries and the health of coral reef ecosystems."

The humphead wrasse is an enormous coral reef fish -- growing to over six feet long -- with a prominent bulge on its forehead, hence the name. The species which can live to over 30 years old is listed as endangered by the **International Union for Conservation of Nature** (IUCN).

The study site was home to a group of large and currently unexploited humphead wrasse and the 20 that were tagged exhibited persistent site fidelity over a 500-day period, rarely travelling more than a few kilometres from the area. [Suite](#)

